



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 19 juin 2013

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE UN ACCORD HISTORIQUE POUR RESTRUCTURER LES  
OPERATIONS DES SERVICES PUBLICS A LONG ISLAND**

***La proposition de loi privatisera les opérations des services publics sous la surveillance renforcée de  
l'Etat avec une priorité de performance élevée***

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo, les Co-présidents de la Majorité du Sénat, Dean Skelos et Jeff Klein, et le Président de l'Assemblée Sheldon Silver, ont annoncé aujourd'hui un accord historique sur la proposition de loi pour restructurer considérablement les services publics de Long Island. La proposition de loi privatisera les opérations des services publics de Long Island, avec une priorité sur l'amélioration du service à la clientèle, notamment la stabilisation des tarifs, et l'amélioration de la réponse et de la préparation en cas de situations d'urgence ; réduira le coût de la dette de l'Autorité de l'Energie de Long Island (LIPA) ; et mettra en oeuvre une surveillance plus stricte de l'Etat concernant la nouvelle société de services publics. Elle fera également réaliser des économies pour permettre aux nouveaux services publics de geler les tarifs en 2013, 2014 et 2015.

« L'accord d'aujourd'hui permettra finalement de mettre un terme à la société LIPA comme nous la connaissons et de créer une société des services publics de Long Island qui accorde la priorité aux usagers », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Pendant des années, LIPA a fourni un piètre service tout en demandant aux usagers de payer la note de ses problèmes financiers. Les manquements de LIPA lors du Super Ouragan Sandy ont été une sonnette d'alarme pour agir. Cette proposition de loi vise la performance en privatisant les opérations des services publics avec la société PSEG Long Island pour assurer que celle-ci est préparée en cas de futures tempêtes et qu'elle sera tenue responsable pour sa réponse. Elle établit aussi une surveillance réelle de l'Etat sur le réseau des services publics de Long Island pour la première fois et protège les usagers contre les hausses de tarifs dans un avenir proche. Je félicite le Sénat et l'Assemblée pour nous rejoindre dans notre engagement pour donner finalement aux Long Islandais le réseau de services publics qu'ils méritent. »

Le Co-Président de la Coalition de la Majorité du Sénat, Dean G. Skelos, a déclaré : « Cette proposition de loi apportera une surveillance plus que nécessaire, protégera les usagers et assurera que les responsables sont préparés à faire face à de dangereuses tempêtes d'une manière réactive et

French

responsable. Je remercie le Gouverneur Cuomo, le Président Silver et mes collègues du Sénat pour leur excellent travail au nom des usagers de Long Island et de leurs familles. »

Le Co-Président de la Coalition de la Majorité au Sénat et leader Indépendant de la Conférence Démocratique, Jeffrey D. Klein, a déclaré : « Après avoir été témoin des retards et des dysfonctionnements de LIPA au lendemain de Sandy, il est clair que quelque chose doit changer. Les résidents de Long Island travaillent trop dur - et ont des factures mensuelles de services publics trop élevées - pour avoir moins qu'un fournisseur de services publics de haut vol. Je félicite le Gouverneur Cuomo, son personnel, et mes collègues du Sénat pour développer un plan qui fournira finalement aux usagers de Long Island le service et la surveillance qu'ils méritent. »

Le Président de l'Assemblée, Sheldon Silver, a déclaré : « Suite à la réponse de LIPA au Super Ouragan Sandy, les usagers de Long Island ont exprimé clairement leur souhait de réformer la manière dont LIPA opère. Les dispositions clés incluses dans cette mesure ont été développées avec l'avis essentiel de la délégation de Long Island de la Majorité à l'Assemblée avec l'intention de restaurer la confiance envers la société LIPA. Cette mesure protégera les intérêts des propriétaires et des entreprises en stabilisant les tarifs et en mettant en oeuvre un système de réponse complet en cas de tempête. »

Le Député Robert Sweeney, défenseur du projet de loi, a déclaré : « Le Super Ouragan Sandy et l'Ouragan Irene ont mis en lumière le besoin de plus de responsabilisation et de transparence de la part de LIPA. Cette proposition de loi commence à réaliser cet objectif en assurant que nous mettons en place un mécanisme de réponse efficace en cas de tempête et en traitant les questions clés telles que la stabilité des tarifs et les programmes d'énergie renouvelable. »

En réponse aux manquements de LIPA pendant et après le Super Ouragan Sandy, le Gouverneur Cuomo a réuni une commission Moreland pour enquêter sur la réponse de la société de services publics, sa préparation et sa gestion, parmi d'autres sociétés de services publics. Une fois l'enquête terminée, la commission Moreland a conclu que les manquements de LIPA étaient le résultat d'une structure de gestion dysfonctionnelle à deux branches qui a engendré un mauvais service à la clientèle, des tarifs élevés, de piètres préparations aux tempêtes, et une infrastructure inadaptée pour durer sans être traitée.

La proposition de loi acceptée élimine cette structure de gestion défailante en donnant à PSEG la pleine autorité sur les opérations quotidiennes de services publics, notamment la budgétisation, la maintenance, la préparation et la réponse aux tempêtes, les améliorations des infrastructures et les activités d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.

LIPA sera réduite à une société de holding avec une diminution de son personnel de façon importante, réduit au strict nécessaire pour assurer que l'autorité est en mesure de satisfaire à ses obligations de base, et avec un nouveau conseil réduit à neuf membres. Cela maintiendra l'éligibilité de la société à la FEMA et aux avantages fiscaux, mais offrira les avantages d'une structure de gestion plus efficace avec PSEG Long Island comme société privée.

French

Depuis la fin des années 1990, la dette de LIPA n'a pas diminué et représente presque 10% des factures des usagers. L'envolée des impôts fonciers a également contribué à proposer des tarifs élevés. Afin d'offrir une aide aux usagers, la proposition de loi du Gouverneur Cuomo permettra de réduire le coût de la dette de LIPA, en refinançant près de la moitié de la dette de 6,7 milliards de dollars avec un taux d'intérêt plus bas, et un plafond annuel des impôts fonciers à 2% sera établi pour les réseaux de transmission et de distribution. La proposition de loi permettra d'éliminer aussi la taxe sur les recettes brutes de l'Etat pour faire économiser aux usagers 26 millions de dollars par an. Suite à ces mesures et d'autres économies attendues grâce à la proposition de loi du Gouverneur, LIPA et PSEG Long Island cherchent à geler les tarifs pour 2013, 2014 et 2015.

Selon la proposition de loi, la performance des services publics et les tarifs seront soumis à une surveillance plus stricte de l'Etat dans le cadre d'un nouveau bureau de Long Island du Département des services publics qui sera habilité à contrôler les opérations de PSEG Long Island et à émettre des recommandations au conseil de LIPA. Les tarifs proposés feront l'objet d'une révision indépendante par le Département des services publics qui comprendra des audiences publiques. Le Département des services publics accomplira également des révisions indépendantes de la préparation et de la performance de PSEG Long Island. Cette procédure de surveillance comprendra le contrôle des objectifs chiffrés de performance de PSEG Long Island et le caractère approprié des coûts de tempêtes, et des recommandations pour adapter la rémunération en fonction. La planification des immobilisations fera l'objet d'une révision par le Département des services publics sur une base annuelle, et le Contrôleur d'Etat conservera les pouvoirs d'audit qu'il détient actuellement.

Les nouveaux services publics de Long Island resteront engagés vis à vis des énergies renouvelables et s'engageront à devenir plus écoénergétiques. Selon la proposition de loi du Gouverneur, les nouveaux services publics ne concevront pas et ne gèreront pas seulement les programmes d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, et ne continueront pas seulement les programmes d'énergie renouvelable approuvés récemment ; ils devront produire un nouveau plan d'investissement et de fonctionnement. Le plan comprendra des recommandations d'efficacité énergétique, des solutions de réseau intelligent, et de production distribuée pour une plus grande valeur et fiabilité de leur service auprès des consommateurs.

Le Bureau du Gouverneur a conclu un accord avec le Réseau National et PSEG pour une plus grande disponibilité de main d'oeuvre pour aider aux efforts de rétablissement de l'énergie lors des tempêtes. Le Réseau National a formé du personnel de ses services publics de gaz IBEW pour accomplir diverses tâches de réponse en cas de tempêtes pour le réseau électrique, notamment l'évaluation des dégâts suite aux tempêtes et les travaux de restauration. L'accord permettra à ces travailleurs d'être inclus dans le plan de réponse de PSEG, ce qui signifie que des centaines de travailleurs IBEW en renfort seront disponibles pour PSEG lors des tempêtes, représentant d'autres ressources pour une reprise du service rapide et en toute sécurité.

D'autres informations sur les avantages d'une structure privatisée selon l'accord d'aujourd'hui sont consultables ci-dessous :

<b><i>Propriété de l'Etat: Services publics détenus par un investisseur vs. Nouvelle structure</i></b>		
	<b>Services publics détenus par un investisseur</b>	<b>Nouvelle structure</b>
<b>Bénéficie d'un taux de rendement sur investissement ?</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>
<b>Le financement est-il exonéré d'impôts pour les nouveaux investissements en immobilisations ?</b>	<b>Non</b>	<b>Oui.</b> Le réseau restera propriété publique.
<b>Eligible pour un remboursement par la FEMA pour les coûts principaux de tempêtes ?</b>	<b>Non</b>	<b>Oui</b>
<b>Les tarifs font-ils l'objet d'une révision par le Département des services publics ?</b>	<b>Oui</b>	<b>Oui.</b> La procédure de révision des tarifs sera identique à IOU, notamment l'implication des parties prenantes et la participation à des audiences.
<b>Qui approuve les tarifs finals ?</b>	<b>PSC</b> – un conseil de cinq membres nommés par le Gouverneur ; les décisions de tarifs sont basées sur le dossier établi par le Département des services publics.	<b>Conseil LIPA réduit</b> – Les décisions de tarifs sont basées sur le dossier établi par le Département des services publics.
<b>Si la décision finale diffère de la décision</b>	<b>Non.</b>	<b>Oui.</b> Si le Conseil amende ou modifie les recommandations

recommandée par le Département des services publics, y a-t-il une autre procédure publique ?		du Département des services publics, il doit organiser une réunion publique pour expliquer ses actions.
Le Département des services publics peut-il effectuer des audits de gestion et d'opérations ?	<b>Oui.</b> Recommandations du Département des services publics à la commission des services publics pour action.	<b>Oui.</b> Recommandations du Département des services publics au Conseil pour action. Si le conseil n'accepte pas les actions recommandées, il doit organiser une réunion et expliquer les bases.

D'autres informations sur la surveillance de l'Etat pour la nouvelle structure selon l'accord d'aujourd'hui sont consultables ci-dessous :

<i>Surveillance de l'Etat : Status Quo vs. Nouvelle structure</i>		
	<b>Status Quo</b>	<b>Nouvelle structure</b>
<b>Révision indépendante des tarifs proposés ?</b>	<b>Non.</b> LIPA propose et fixe ses propres tarifs;	<b>Oui.</b> Le personnel du Département des services publics révisera les tarifs proposés.
<b>Procédure de taux transparente ?</b>	<b>Non.</b> Procédure clôturée au bout de 3 mois	<b>Oui.</b> Procédure de 9 mois avec audiences publiques et révisée par le personnel indépendant du Département des services publics.
<b>Plan de tempête soumis à une révision indépendante ?</b>	<b>Non</b>	<b>Oui.</b> Le premier plan de tempête doit être soumis en février 2014, selon les mêmes normes auxquelles les autres services publics doivent satisfaire.
<b>La performance et les coûts en cas de tempête sont-ils soumis à une révision</b>	<b>Non</b>	<b>Oui.</b> Sur la base des recommandations du Département des services

<b>indépendante et à des pénalités ?</b>		publics, les services publics peuvent être responsables à hauteur de 10 millions de dollars pour les coûts engagés.
<b>Le contrat peut-il être terminé pour mauvaise performance ?</b>	<b>Non</b>	<b>Oui</b>
<b>Le Département des services publics a-t-il accès aux données financières de PSEG Long Island et à d'autres informations pour assurer la conformité aux termes du contrat et aux normes ?</b>	<b>Non</b>	<b>Oui</b>
<b>Y a-t-il une révision indépendante de la planification des immobilisations ?</b>	<b>Non</b>	<b>Oui.</b> PSEG Long Island soumettra des mises à jour annuelles d'un plan sur cinq ans de dépenses en immobilisations pour révision par le Département des services publics. Le premier plan d'immobilisations sera soumis en janvier 2015.
<b>Un contrôleur d'Etat peut-il auditer LIPA?</b>	<b>Oui</b>	<b>Oui.</b> OSC conserve ses pouvoirs d'audit.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418